

France: Les travailleurs de Caterpillar se révoltent contre les syndicats

Par Antoine Lerougetel, le 28 avril 2009

Des travailleurs des usines Caterpillar et Continental en lutte pour défendre leurs emplois se sont révoltés la semaine dernière contre les licenciements négociés par les syndicats avec les patrons et le gouvernement.

Les travailleurs de Caterpillar, confrontés au projet de suppression de 733 emplois dans les deux usines de Grenoble de l'entreprise transnationale de machines de construction et d'engins agricoles ont rejeté la semaine dernière l'accord de compromis de leurs syndicats avec la direction.

Le 1er avril, leurs dirigeants syndicaux qui avaient retenu pendant une journée quatre cadres dans leur bureau afin d'essayer d'obtenir de meilleures indemnités de licenciement, avaient rédigé un « appel solennel » au président Nicolas Sarkozy pour obtenir des fonds européens et ainsi permettre à l'entreprise de maintenir la production dans les usines de Grenoble.

Le 19 avril, les représentants syndicaux et la direction de Caterpillar se sont rencontrés comme convenu sous l'égide du ministère de l'économie à Paris où un protocole de sortie de crise a été signé. Celui-ci prévoit la suppression de 600 postes au printemps. Les 2 000 travailleurs restants se voient confrontés à l'intensification de l'exploitation de par l'annualisation du temps de travail en octobre prochain.

Le jour suivant, les représentants syndicaux de Caterpillar, essentiellement des délégués CGT (Confédération générale du travail, proche du Parti communiste) ont été sifflés lors d'une assemblée générale de 300 grévistes lorsqu'ils leur ont soumis le protocole juste avant une réunion au bureau de la DDTE (Direction de l'emploi) de Grenoble pour en finaliser les détails.

Le quotidien *Libération* rapporte que, n'étant pas en mesure de finir leur présentation du protocole, les délégués syndicaux se sont dépêchés de partir pour la DDTE « pour poursuivre la négociation du plan de sauvegarde pour l'emploi... Mais près de 200 salariés mobilisés ont choisi de se rendre ventre à terre à la DDTE pour en interdire l'accès à leurs représentants...A leur arrivée à la DDTE, les représentants du personnel ont dû battre en retraite sous des

jets d'œufs, face à un groupe leur criant : 'Maintenant, la négociation, c'est dans la boîte que ça se passe, et c'est nous, les salariés, qui décidons !' Avant d'entonner : 'Aux armes ! Nous sommes les salariés ! Et nous allons gagner ; Cater' devra céder !' Un travailleur remonté a dit: 'Ils sont allés faire les beaux à Paris, il y a eu des choses négociées qui ne devaient pas l'être. Ils n'avaient pas à signer, on lâchera rien !' »

Un délégué CGT a prétendu que « Ce protocole n'a pas de valeur légale. On va faire l'AG, discuter avec les salariés, et poursuivre la négociation. On a signé pour la forme, en signe de bonne volonté, mais je peux comprendre que les salariés interprètent ça autrement. » Mais il n'empêche que Caterpillar poursuit en justice le comité syndical pour rupture de l'accord signé.

Nicolas Benoît, de la CGT qui faisait partie de la délégation syndicale qui s'est rendue à Paris a dit dans une interview au *Monde* que « coincés avec la direction, plusieurs avocats et un représentant de l'Etat, qui ont fait pression pour que nous signions un protocole de fin de conflit...Nous avons fini par accepter un compromis car il nous fallait revenir avec une signature du directeur » Cherchant à justifier les concessions marginales obtenues, dont le but évident était d'isoler les travailleurs plus combatifs, Benoît a déclaré: « Autrement, la discussion n'aurait servi à rien. »

Il a vivement conseillé de faire confiance à l'Etat pour trouver une solution: « Nous souhaitons la tenue d'une réunion tripartite en présence de six représentants du comité de grève, de la direction de Caterpillar et de l'Etat, ainsi que des élus locaux. » Il a ensuite proposé un autre compromis: « Un maximum de 450 suppressions de postes, au lieu des 600 annoncées par la direction, ainsi qu'une annulation pure et simple du projet d'annualisation du temps de travail. »

Benoît a reconnu que la nécessité de revenir avec une signature du directeur n'avait laissé à la CGT d'autre choix que celui de renoncer aux emplois des travailleurs. Ceci met le doigt sur les problèmes politiques qui confrontent la classe ouvrière. Agissant se-

lon la perspective de collaboration de classes de la bureaucratie syndicale, la réponse de Benoît face au conflit des intérêts de classes consiste à se ranger du côté des patrons. La défense des emplois, de l'industrie et du niveau de vie implique à présent une lutte politique contre non seulement les patrons mais aussi contre les syndicats et pour le contrôle indépendant de l'industrie par les travailleurs.

Le 21 avril, les travailleurs de l'entreprise allemande de pneumatiques, Continental, de l'usine de Clairoux en Picardie, apprenant que le tribunal les déboutait de leur demande d'annulation de la procédure de fermeture de leur usine entraînant 1 120 licenciements, ont saccagé les bureaux de la sous-préfecture.

Le 16 mars, des travailleurs de Continental avaient fait irruption dans une réunion du comité central d'entreprise à Reims et bombardé leurs patrons d'oeufs et de chaussures. Suite à cela l'entreprise tient à présent les réunions du comité central de l'entreprise à mille kilomètres de là, dans un hôtel de Nice, avec des consignes de sécurité très strictes.

Jeudi dernier, des travailleurs allemands de Continental, dont l'usine aussi va être fermée, ont accueilli leurs collègues français à leur arrivée en gare d'Hanovre par train spécialement affrété de Paris, pour une manifestation commune dans les rues de la ville. Ils tenaient une pancarte sur laquelle était inscrite en français le célèbre appel du Manifeste du Parti communiste: « Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous. »

La propagation rapide des conflits de classes marque un changement par rapport à la période précédente où les grèves se confinaient au secteur public tandis que les travailleurs du secteur privé ne faisaient pas grève, en grande partie par peur de perdre leur emploi. Les actions de masse depuis la période des grèves massives de cheminots de 1995 se sont en grande partie limitées aux travailleurs du secteur public jouissant de la garantie d'emploi, luttant pour empêcher l'érosion constante de leurs conditions de travail. Mais ils ont vu leurs grèves systématiquement étouffées, isolées et trahies par les syndicats.

Mais du fait de la crise, le nombre de chômeurs en France augmente de 3 000 par jour. La dernière prévision du FMI (Fonds monétaire international) d'une contraction de 11 pour cent du commerce mondial pour 2009 suggère que la situation ne peut qu'empirer. La production industrielle pour le mois de février (à l'exclusion du bâtiment) dans les 27 pays de l'Union européenne a chuté en moyenne de 18,4 pour cent par

rapport à l'année dernière. Les travailleurs étant à présent immédiatement menacés de chômage et d'appauvrissement, la véritable intensité des tensions de classes émerge.

De nombreux travailleurs en France cherchant à résister face au temps partiel et aux licenciements sont dans des usines appartenant à des entreprises transnationales engagées à dégraisser mondialement et à réduire les salaires. Caterpillar a licencié 25 000 de ses travailleurs dans le monde entier ces derniers mois.

Continental, avec l'effondrement mondial des ventes de voitures, ne fait que commencer avec les fermetures d'usines à Clairoux en France et Hanover-Stöcken en Allemagne. Les travailleurs ont récemment kidnappé leur patron à l'usine Molex de Villemur/Tarn qui va fermer en juin prochain jetant à la rue 300 personnes. Avec ses 40 sites sur tous les continents, mis à part l'Afrique, l'entreprise est en train de supprimer 8 200 emplois dans le monde entier, soit 25 pour cent de sa main-d'oeuvre.

Ces évolutions représentent une menace politique majeure pour le gouvernement conservateur du président Nicolas Sarkozy. Sarkozy a utilisé la négociation publique avec les syndicats comme tactique centrale visant à éteindre l'opposition populaire à sa politique intérieure, tandis qu'il poursuit sa politique d'austérité sociale déguisée en « dialogue social. » L'augmentation des tensions entre les syndicats et la classe ouvrière va intensifier la crise du gouvernement de Sarkozy déjà impopulaire.

L'Etat prépare la répression frontale des luttes des travailleurs. Le 17 avril, le premier ministre a demandé aux préfets, dans leur rôle plus classique de chefs de la police plutôt que de médiateurs triparties, d'être « vigilants » et de fournir les moyens nécessaires au maintien de l'ordre sur les lieux de travail.

Les travailleurs doivent combattre la complicité de l'Etat et des syndicats par leur propre stratégie de classe, en formant des comités d'usine indépendants sur leur lieu de travail et en lançant une offensive politique pour rallier un soutien plus large dans la classe ouvrière pour leurs actions contre le gouvernement.

De tels comités de lieux de travail et de quartiers doivent se fonder sur la conscience que la crise mondiale du capitalisme requiert une réponse politique mondiale de la classe ouvrière par-delà les branches d'industries et les frontières nationales. Ceci requiert le remplacement des gouvernements capitalistes de l'Union européenne par des gouvernements ouvriers au sein des Etats unis socialistes d'Europe.